

■■■ HEINRICH BÖLL STIFTUNG
RABAT
Maroc

**SANS ÉCHAPPATOIRE :
ETAT D'URGENCE
EN VULNÉRABILITÉ SOCIALE.
INTENSIFICATION DES INÉGALITÉS
ET AGGRAVATION DE L'EXCLUSION.**

Par Reda Zaireg
Mai 2020

**Sans échappatoire :
Etat d'urgence en
vulnérabilité sociale.
Intensification des inégalités
et aggravation de l'exclusion.**

A propos du journaliste :

Reda Zaireg est un journaliste indépendant. Après avoir fait ses débuts à TelQuel en 2013, il a intégré la rédaction de Medias24, puis celle du Huffington Post Maroc. Il a collaboré avec Associated Press, Middle East Eye et Orient XXI.

INTRODUCTION

Au Maroc, l'état d'urgence sanitaire a produit des effets inégaux sur le tissu social. Précarisé.e.s et souvent marginalisé.e.s, les migrant.e.s se retrouvent du jour au lendemain sans revenus et coupé.e.s des réseaux traditionnels de solidarité qui leur permettraient de (sur)vivre; les travailleur.e.s journalier.e.s, quand ils ne sont pas simplement privé.e.s de leur activité, sont limité.e.s tant dans leurs mouvements que dans leurs horaires de travail; les personnes en situation de handicap pénalisées par leur mobilité réduite; les sans-domicile-fixe érigés en catégorie à risque, et stabilisés dans des abris temporaires qu'ils ne peuvent que difficilement quitter pour gagner leur pain quotidien. Dans les quartiers les plus pauvres, les nouvelles règles d'occupation de l'espace public ont aussi bien limité l'activité économique - commerce, services, etc. - que les schémas d'accès à l'approvisionnement: des souks ont été fermés, d'autres ont vu leur personnel réduit.

Invisibilisées, ces catégories sociales n'ont de présence politique et médiatique qu'en termes génériques, et leur sont assignées des problèmes et des demandes génériques. Privées de porte-parolat ou d'une prise en charge de leurs revendications par les syndicats ou les médias, elles ne bénéficient que d'un plaidoyer associatif peu entendu au temps de l'état d'urgence sanitaire.

Si les nouvelles exigences sanitaires ont exercé le plus lourd de leur impact sur les couches sociales les plus fragiles dont l'activité dépend du dehors, leur incidence ne se limite pas à cela. Elles ont aussi amplifié les violences physique, morale et symbolique s'exerçant sur les groupes et les individus les plus vulnérables, femmes en particulier. Les violences conjugales ont connu une expansion significative en raison du confinement, et les femmes se retrouvent écrasées sous le poids d'une plus grande charge physique et mentale, la répartition des tâches domestiques étant loin d'être équitable. Les ouvrières et les travailleuses saisonnières, ou celles exerçant dans des unités industrielles sont encore plus exposées à des violations du droit du travail ainsi qu'à un risque sanitaire accru.

CEUX QUI RESTENT DEHORS

Contacté quelques semaines plus tôt, il avait accepté de raconter son quotidien sous l'état d'urgence sanitaire. Entre temps, plusieurs médias écrits et audiovisuels se sont saisis du sujet des éboueurs, et un large audimat s'est familiarisé avec leur vécu et leurs problèmes; aucun résultat à la clé. « *La même situation demeure. Le matériel de protection est de piètre qualité, les masques dont nous disposons sont les moins chers du marché* », se plaint-il. « *Vu la nature de notre travail, [le délégataire] aurait au moins dû faire un effort sur le matériel de protection* », dénonce Mohamed.

La reconnaissance dont ont bénéficié les éboueurs a été accueillie avec fierté au début de la pandémie, puis avec un certain amusement. Aujourd'hui, elle génère de la lassitude. « *C'est sans effet sur notre quotidien. Seul Dieu nous protège. Nous n'avons ni désinfection aux normes, ni protection, ni couverture sociale* », dit Khalid, un autre éboueur.

« **Ça ne change rien pour nous** ». Depuis quelques semaines, coursier.e.s, caissier.e.s, infirmier.e.s, médecins, éboueur.e.s, enfin, tous individus s'acquittant de fonctions vitales dont le propre est d'être remplies de façon routinière et routinisée peu importent les circonstances, se retrouvent au centre d'un rite de reconnaissance publique. C'est en héros qu'ils sont dépeints. Des reportages leur sont consacrés; des publications laudatrices les célébrant prolifèrent sur les réseaux sociaux; des fresques magnifiant leur travail surgissent dans les places publiques des quartiers, toutes représentant des êtres absorbés par leur tâche, le regard droit et impassibles à l'appréhension, et toutes leur disant merci. « *Mais ça ne change rien pour nous* », dit Mohamed* (*le prénom a été changé*), éboueur sous contrat d'intérim à Casablanca. Et il a des appréhensions.



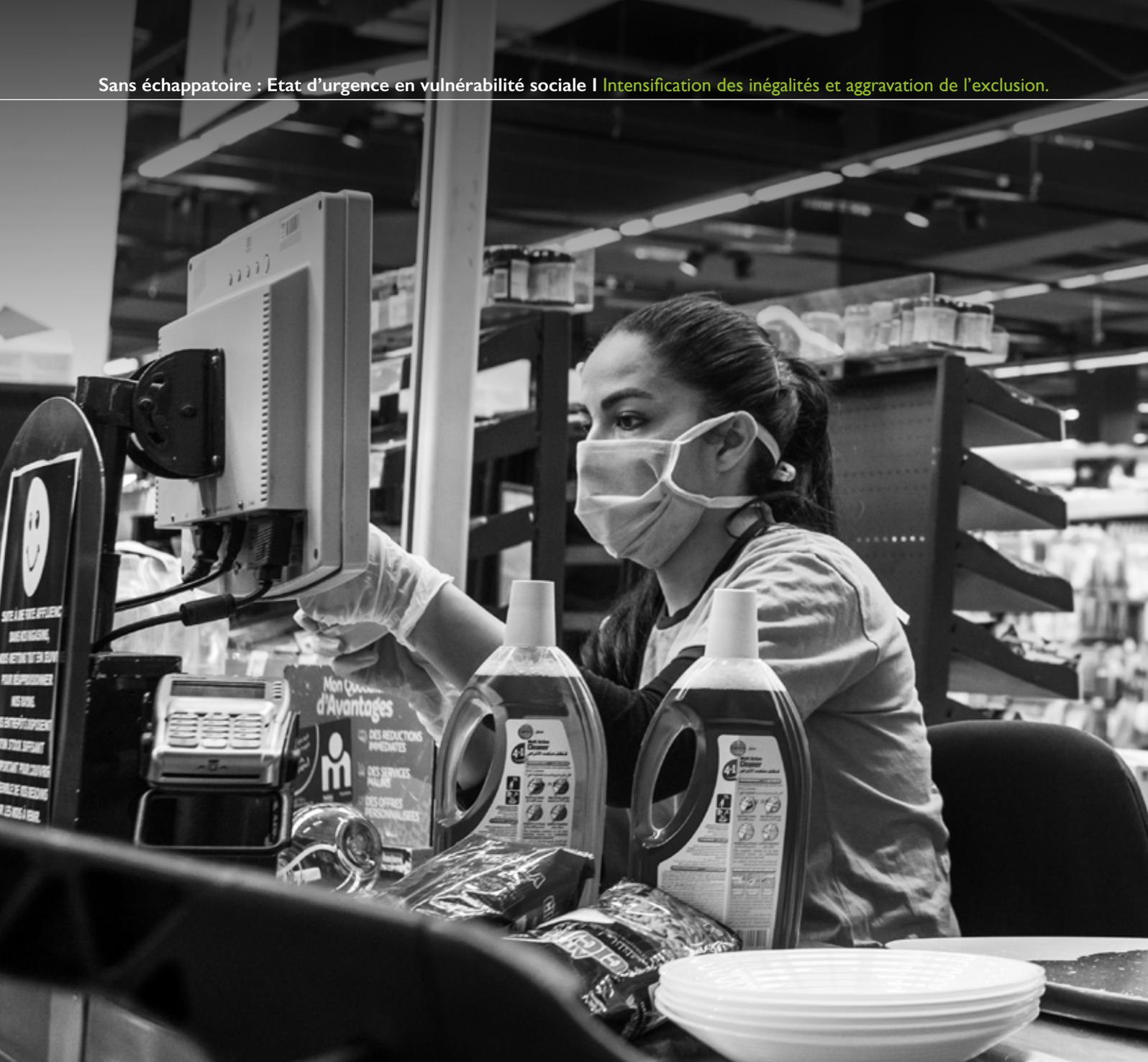
Précaires, exposé.e.s au risque, sous-payé.e.s. Telle est la situation d'une grande partie de celles et ceux qui exercent les métiers les plus vitaux durant l'état d'urgence sanitaire. Le desserrement du contrôle des lieux de travail est propice à différentes violations des lois, des règles et des procédures en vigueur, et les éboueurs ne sont pas les seuls à endurer cette situation: plusieurs foyers ont été découverts dans des usines à Casablanca, à Tanger ou à Larache. « *L'inspection du travail n'est malheureusement pas sur le terrain [durant l'état d'urgence sanitaire]* », regrette Abdelali Gmira, secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT). « *Ce que nous demandons à l'Etat, c'est que si les gens doivent travailler, il faut a minima que soient respectées les règles d'hygiène et de sécurité visant à préserver la vie des ouvrier.e.s. Et il faut être sévère sur ça* », plaide-t-il.

Au moins une usine où a été découvert un foyer du coronavirus emploie un personnel majoritairement féminin. Les ouvrières avaient demandé la fermeture; refus de la direction. Pour la géographe Chadia Arab, auteure du livre « *Dames de fraises, doigts de fée: Les invisibles de la migration saisonnière marocaine en Espagne* », « *le fait de ne pas fermer une usine où un premier cas de Covid a été constaté est une réponse violente pour ces femmes. Le fait que ces femmes aient demandé la fermeture est une décision courageuse de leur part. Ce sont des femmes qui sont dans le besoin, qui ont besoin de travailler, et pourtant elles sont aussi conscientes qu'elles peuvent mourir de cette épidémie. Elles ont osé. La réponse a été de refuser la fermeture. Ça donne un aperçu de la considération qu'on a de la vie de ces femmes, hélas. On voit ainsi que les vies ne se valent pas, et que nous ne sommes pas égalitaires face aux mesures de confinement et de sortie pour travailler* ».



Crédit : Yassine Toumi

Au Maroc, nombre d'usines, voire de secteurs d'activité où le travail est marqué par une certaine pénibilité, privilégient des effectifs essentiellement féminins. Ce choix sexué est souvent motivé par des visées de subordination, et se fonde sur une idéalisation de la figure de l'employée féminine, paisible et soumise. Il se dédouble d'une mise à profit de leur précarité par les employeurs. « *Ces femmes étant dans l'obligation de travailler pour pouvoir gagner à minima leur vie, elles sont obligées de garder le silence et de taire leur conditions de travail dégradantes, de taire les violences qu'elles subissent. Leur condition modeste explique qu'elles seront plus dociles, plus malléables et corvéables. Elles sont peu organisées et syndiquées, et ont peur de contester ou de se structurer pour organiser la résistance. Les employeurs sont souvent des hommes. Les rapports de domination sont doubles et la discrimination également: sur le sexe et sur la classe. C'est ce qui explique qu'elles peuvent être moins bien traités que certains hommes* », dit la géographe.



Chadia Arab, dont les travaux portent sur les questions de la migration, de l'emploi des femmes et des rapports de domination de genre, donne un aperçu du profil des femmes ouvrières ou travailleuses saisonnières. « Il s'agit très souvent, à la base, de femmes pauvres et précaires, qui sont dans l'obligation de sortir travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. Mes enquêtes sur les saisonnières marocaines en Espagne, qui sont aussi pour certaines d'entre elles, des travailleuses agricoles au Maroc, sont de milieux modestes. Souvent analphabètes, peu scolarisées, beaucoup d'entre elles sont aussi dans des situations familiales complexes. Très souvent on retrouve des profils sociaux correspondant à des femmes seules avec enfants (veuves, divorcées et plus rarement célibataires) ». Elles sont souvent « précarisées par des divorces ou veuvage. C'est donc la pauvreté économique et sociale qui caractérise ces femmes et qui les obligent souvent à travailler, parfois à n'importe quel prix pour subvenir au besoin de leur famille », selon la géographe.

Une série de capsules diffusées par le Groupe des jeunes femmes pour la démocratie (Groupe JFD) offre un abrégé des conditions de travail difficile des femmes du secteur agricole marocain en temps de pandémie. « Nous n'avons pas de CNSS, nous n'avons rien. Nous montons à 20 dans un pick-up, les unes contre



Crédit : Yassine Toumi

les autres », témoigne Ibtissam. « Si tu meurs, c'est comme si c'était un animal qui était mort devant eux », insiste-t-elle. « Nous travaillons de 5 heures à 17 heures » sans aucune couverture sociale, affirme pour sa part Asmaa, une autre travailleuse agricole. « Nous subissons des violences et une atteinte à notre dignité pour la moindre erreur », dénonce-t-elle.

Ces femmes se retrouvent souvent exposées à différentes formes de violences. « Violence économique, elles sont moins bien payées que les hommes. Il y a aussi d'autres violations de certains droits, qui sont favorisées par le fait qu'elles soient femmes. Je pense plus particulièrement aux violences sexuelles, au deal dégradant et inacceptable de faveur sexuelle contre travail et rémunération. Il y a aussi les violences liées au mauvais traitement et les conditions pénibles du travail. Les moyens de transport ne sont pas toujours des plus appropriés. Souvent, elles sont dans l'obligation de taire ces maltraitance et ces dominations, si elles veulent continuer à travailler. Bref, elles cumulent les formes de violences qui s'imbriquent, violences économique, sociale, mais aussi violences politique et symbolique », explique Chadia Arab.

NULLE PART OÙ ALLER

A Guich Loudaya, les habitantes endurent ces quatre formes de violences toutes à la fois. Parler d'état d'urgence sanitaire ou de confinement avec elles relèverait de l'aberration. « De quel état d'urgence sanitaire parlez-vous ? Où voulez-vous qu'on se confine ? Nous vivons sous des bâches en plastique », s'étonne une habitante.

Depuis la démolition de douar Ouled Dlim en 2014, 17 familles restées sur leurs terres croupissent sous un toit transitoire, dans l'attente d'un relogement qui n'advient pas. Exclues il y a six ans de la répartition des logements, ou s'étant vu proposer des compensations dérisoires, les familles continuent de camper à l'emplacement dans leur ancien douar « en attendant la mort, ou qu'une solution soit trouvée » lâche, fataliste, une occupante. « D'ici là, on restera dans nos *aâchouch* ».

Construits avec un assemblage de matériaux hétéroclites, les « *aâchouch* » (nids) présentent les traits invariants des abris de fortune qui champignonnent ça et là au Maroc, symboles de la modernité déglinguée et inégale du pays: panneaux de bois - dont certains portent un marquage rappelant qu'ils ont été, dans une vie antérieure, des cageots de marchandise - faisant office de cloison; pour toiture, des bâches de plastique épais ou des affiches géantes à la gloire d'une télévision de l'an passé; juxtaposés aux cloisons, des doublages de carton-pâte ou de chutes de tissu, disposés à l'horizontale et à la verticale. Des briques et des pierres de fort diamètre calent ces pénates qui battent au vent.

L'hiver, le bois humidifié conduit mathématiquement le froid; la vie y est glaciale. L'été, un soleil furieux surchauffe le plastique et crée un effet de serre; les occupant.e.s macèrent dans une chaleur suffocante et imprégnée, dans la promiscuité *« des rats qui nous sautent dessus, et [qui] ont mangé la tétine d'un enfant »*, confie cette habitante. *« Quelle vie va-t-il avoir, un enfant né sous une tente, qui a fait ses premiers pas dans le goudron au milieu des voitures qui roulent ? »* paraphrase une autre résidente du douar.

Chaque jour, de l'édition du matin à celle du soir, un chœur de médecins et de présentateurs télévisés reproduisent des conseils de prévention contre le coronavirus, des directives sur le lavage des mains, la façon dont il faut se laver les mains, la durée de ce lavage et, enfin, sa fréquence. Ici à Guich Loudaya, ces consignes ont la matérialité des vues de l'esprit; peu s'en faut que l'on vive dans un camp de réfugiés, les moyens même de l'hygiène étant absents. La source d'eau la plus proche est une borne d'incendie; *« piratée »*, elle sert de robinet improvisé. La nuit, ils s'éclairent à la lueur de la bougie. *« Alors, quand on nous dit que les enfants étudieront à distance quand ils n'ont ni électricité, ni internet »*, ironise une habitante. Pour les vivres, le seul point d'approvisionnement alentour est une épicerie *« où les prix sont estimés, plutôt que fixés, et c'est exorbitant »*, se plaint-elle. Il y a quelques jours pourtant, un jeune du douar avait monté un étal de fortune pour vendre des légumes. A trente ans passés, en inactivité depuis sept ans, son commerce devait lui permettre de gagner ses finances, tout en fournissant les familles en primeurs pendant l'état d'urgence sanitaire. *« Les autorités l'ont aussitôt détruit »*, fustige une femme. *« C'est mon fils. Il travaille quand il peut, souvent des emplois journaliers comme gardien ou autre, si l'opportunité se présente »*, poursuit-elle. *« Maintenant, avec l'état d'urgence sanitaire, il n'y a plus rien »*, se désole la mère. Employée d'un hammam, elle subvient tant bien que mal à ses besoins, surtout qu'*« il fume et a besoin d'argent »*, dit-elle. *« Ils ont démoli nos maisons, ils ont démoli nos commerces. A quoi s'attendent-ils de notre part ? »*

Début avril, le Maroc avait mis en place des aides au bénéfice des ménages du secteur informel sans source de revenus durant l'état d'urgence sanitaire. Cette subvention, financée par un fonds spécial créé dans la foulée et appointé par des donations publiques et privées, va de 800 dirhams par mois pour les célibataires et les couples sans enfants, à 1200 dirhams pour les familles de plus de quatre personnes. Quand les familles de Guich Loudaya ont tenté de réclamer les aides, elles ont pris conscience de l'absurde de leur situation: elles n'ont pas d'existence administrative. *« Lorsqu'on essaie de rentrer nos informations sur la plateforme, on reçoit une réponse selon laquelle les informations de nos CIN sont incorrectes, vu qu'il y a écrit Ouled Dlim dessus, et que ce douar a été rayé »* de la carte administrative, explique une habitante.

Selon une enquête menée du 14 au 23 avril 2020 par le Haut-commissariat au plan (HCP), seuls 12.9% des ménages de l'informel enregistrés au RAMED [un régime d'assistance médicale ciblant les plus défavorisé.e.s] ont bénéficié des indemnités de l'Etat. Et, qu'ils soient ou pas enregistrés au RAMED ou à la CNSS [couverture médicale des salarié.e.s], 60% des ménages ayant un membre qui a perdu son emploi ont des difficultés d'accès aux aides publiques. 59% d'entre eux affirment qu'ils sont enregistrés mais non encore bénéficiaires.

A Guich Loudaya, les difficultés d'accès vont plus loin. Les documents de sortie délivrés par les autorités locales leur ont tout simplement été refusés: « *le moqaddem nous a dit que nous surveiller, il n'avait pas que ça à faire* », affirme notre interlocutrice.

« *Nous ne comptons pas pour la Mouqataâ de notre quartier. Nous ne comptons pas pour le moqaddem. Nous ne savons plus pour qui nous comptons* », s'emporte une autre habitante. « *Nous ne sommes pas seulement privé.e.s d'aides. Nous sommes privé.e.s du Maroc. La plupart d'entre nous n'a même pas de CIN. L'Etat ne nous reconnaît pas. Même les hôpitaux ne nous acceptent pas* », rétorque une troisième résidente du douar. « *Il ne leur reste plus qu'à ramener des bulldozers pour nous enterrer. Je ne sais plus qui nous sommes. Sommes-nous toujours Marocains?* », s'indigne-t-elle.

« *Il est important de mettre l'accent sur la question du logement* », dit Soraya El Kahlaoui, sociologue, réalisatrice du documentaire Landless Moroccans, qui documente la lutte des habitant.e.s expulsés de Guich Loudaya. « *On focalise sur le travail informel, qui est évidemment important, mais on oublie le logement, qui est une composante essentielle. Je crois que l'injonction mondiale du rester chez soi va remettre au goût du jour la question du droit au logement pour tou.te.s, et celle du logement décent* », estime-t-elle.

Dans les quartiers populaires à forte densité, on vit dans une exiguité importante, et celle-ci n'est survivable qu'au prix d'accommodements quotidiens. Le confinement a profondément changé les rythmes d'occupation des domiciles: alors qu'autrefois, les membres de certaines familles nombreuses occupaient le domicile à des moments distincts de la journée - les un.e.s dormant le soir, les autres le jour; les un.e.s de sortie à tel créneau, les autres à la maison durant ce créneau, etc. - voire se limitaient à utiliser le logis dans sa pure fonction de dortoir, ils se retrouvent désormais obligé.e.s de cohabiter tou.te.s ensemble, journée durant. De cette contrainte naît une expérience oppressante de l'habiter. Des images de quartiers populaires plus ou moins déconfinés ont largement circulé sur les réseaux sociaux, et ont généré des critiques véhémentes. Or, « *quand les conditions de logement ne répondent pas à ce que devrait être un logement décent pour l'être humain, on voit bien que les gens sont obligés de sortir respirer, faire un tour, etc., parce qu'ils ne peuvent pas rester enfermés. Les situations sociales aussi peuvent devenir très compliquées* », explique Soraya El Kahlaoui, qui rappelle qu'un « *logement décent, ça ne peut pas être cinq personnes dans une pièce* ».

Pour la sociologue, « *le coronavirus peut être une occasion de repenser la planification des villes et de repenser le logement de manière générale* ». L'arrêt des opérations de démolition dans les quartiers informels du pays, ainsi que certaines réquisitions conduites par l'Etat, au Maroc et ailleurs plaident, à son sens, pour une réhabilitation de la question du droit à la propriété pour tou.te.s dans l'agenda public, et constituent une opportunité « *pour la société civile, si elle veut plaider pour la reconnaissance d'un droit de propriété pour tou.te.s, et une remise en cause du droit à la propriété privée tel qu'il est appliqué, qui ne protège la propriété privée que lorsqu'elle sert les intérêts des grands propriétaires* », estime Soraya El Kahlaoui.

SORTIR MALGRÉ TOUT

Si les habitant.e.s de Guich Loudaya sont immobilisé.e.s sous le regard vigilant - et, à les en croire, alarmé - des autorités, d'autres n'ont que la mobilité pour choix. A Marrakech, Houssine, diplômé chômeur malvoyant, n'hésite pas à braver l'état d'urgence sanitaire; sans quoi, « *personne ne viendra frapper à la porte pour me dire tiens, voici de quoi manger* ». Détenteur d'une licence, formé aux techniques du montage vidéo, il a passé trois fois de suite un concours de technicien mais n'a pas été admis. Sa seule issue de survie reste la rue, dans laquelle des centaines de malvoyant.e.s et de non-voyant.e.s se hasardent chaque jour dans l'espoir de gagner quelques pièces.

A Rabat, les habitué.e.s du centre-ville sont familièrement endurci.e.s à la vue des malvoyant.e.s qui essaient les grandes artères, une canne à la main, un éventail de mouchoirs dans l'autre; ou alors, ombres stationnaires blotties au voisinage des cafés, des restaurants et des lieux de sociabilité de la ville. Généralement frôlé.e.s sans un mot et sans un regard, ils vivent du peu de revenus qu'ils récoltent à la fin de leur journée.

C'est dans des chambres en périphérie de la capitale qu'ils logent, à plusieurs. Chaque matin, ils prennent le bus pour se rendre de Salé au centre-ville de Rabat. Acheté par cotisation, leur attirail commercial est généralement constitué de produits légers, portatifs: mouchoirs, jouets pour enfants, etc. Cette forme de mendicité enrobée subvient à leurs besoins tout en préservant leur dignité. A l'approche du coucher du soleil, on plie et on remballe; le jeu de lumières évasives qui offre aux malvoyant.e.s une intelligibilité du monde que nous occupons et leur permet de dimensionner l'espace s'estompe. La nuit, la clarté soustraite, ils plongent dans l'obscurité.

« *Que ce soit à Rabat, à Casablanca ou à Marrakech, nous traversons la même situation. Malgré nos diplômes, nous vivons de la vente*

de produits » dans la rue, dit Houssine. Avec l'état d'urgence sanitaire, « *notre mobilité, donc notre capacité à gagner notre vie, est devenue très limitée* », relate-t-il.

Environ 150 000 personnes sont déficientes visuelles au Maroc, selon les chiffres du ministère de la Solidarité. Beaucoup vivent dans la précarité et le dénuement. Depuis la proclamation de l'état d'urgence sanitaire, trois courriers urgents ont été adressés au gouvernement par la Coordination nationale des diplômés chômeurs malvoyants et non-voyants dont fait partie Houssine. A ce jour, aucune mesure d'aide spécifique n'a été mise en place par le ministère de la Solidarité, si ce n'est une plateforme électronique proposant une gamme de sessions pédagogiques et de messages de sensibilisation, « *sans qu'ils se demandent si les bénéficiaires avaient avant tout quoi manger* », s'exaspère-t-il. Les aides destinées aux ménages de l'informel n'ont pas bénéficié à une trentaine de foyers constitués par des personnes en situation de handicap, selon lui. Des mécènes leur viennent financièrement en aide, après quoi les fonds sont redistribués au profit des malvoyant.e.s et les non-voyant.e.s de quatre villes: Rabat, Casablanca, Marrakech et Agadir. Mais ces aides n'irriguent

pas la totalité des ménages en souffrance. Alors, ils descendent à la rue.

Houssine connaît la rue et ses codes comme sa poche. « *Il faut ruser, il faut saisir sa chance, sinon, on n'a pas de quoi vivre* », dit-il. Sa zone de prédilection est l'avenue Mohammed VI, à proximité de la gare ferroviaire de Marrakech. Le créneau temporaire le plus profitable se situe aux deux dernières heures de la matinée, sinon les deux heures précédant la prière du Âsr. « *C'est là qu'il y a du mouvement et de la fréquentation* », indique Houssine. Armé de son document de sortie, il sort.

Dans la rue, les chances de gagner sa vie sont avant tout liées à son habileté à générer de l'attention, du contact et des interactions sociales: on va vers le passant, ou on opte pour une approche sédentaire, où la compassion ou le besoin d'acheter sont suscités à la vue de l'étal du vendeur ambulancier. La stratégie des malvoyant.e.s et des non-voyant.e.s, dont les opportunités dépendent de leur visibilité, va prioritairement vers l'investissement des lieux de transit ou des places animées, les boulevards et artères de grande affluence; des espaces qui drainent des flux. L'occupation d'espaces produisant une forte sollicitation génère une intense concurrence: territoires marchands par excellence, où s'agglomèrent souvent plusieurs vendeurs ambulants, leur partage avec d'autres individus donne parfois lieu à des conflits. L'attitude des vendeurs à l'égard des malvoyant.e.s et des non-voyant.e.s varie de la coexistence contrainte à l'hostilité déclarée. Il arrive que certain.e.s soient chassé.e.s, ou que leur marchandise soit volée.

Malvoyant.e.s et non-voyant.e.s s'adonnant à la vente de produits dans la rue ne se heurtent pas qu'à la concurrence des logiques d'occupation de l'espace, qui modèlent les usages de la rue. Ils doivent également négocier leur présence avec les autorités. Quand il arrive que des policiers le contrôlent et le questionnent sur ses motifs de sortie, il leur explique: « *si je ne sors pas, je n'aurais pas quoi manger, et si j'avais une alternative, je ne serais pas là. C'est ce que je leur dis* ». D'après lui, « *la plupart sont compréhensifs et compatissants. Il y a une solidarité tacite entre policiers et nous* ». Mais si les

agents de police « *sont sensibles à notre situation* », ils doivent en même temps « *faire appliquer la loi pour nous protéger [du coronavirus]. Ils sont pris entre deux feux* », estime-t-il, compréhensif.

« *Ceux qui ont pris la décision de l'état d'urgence sanitaire n'ont pas pensé à nous* », se consterne Houssine. « *Il fallait mettre en place des mesures de soutien aux personnes en situation de handicap. C'est les premiers à en avoir besoin. Ils [les responsables publics] savent comment nous vivons* », clame notre interlocuteur, pour qui « *les institutions publiques sont indifférentes à notre sort* ».

« *La situation est catastrophique. Que les responsables aient des griefs contre nous, c'est le moment de les oublier pour nous venir en aide. Nous restons Marocain.e.s avant tout* », espère Houssine.



L'état d'urgence sanitaire est vécu comme une épreuve par nombre de personnes dépendant du dehors, mais celle-ci n'est pas partout insurmontable. Aziz, maraîcher, a troqué sa

charrette pour un triporteur qui le conduit d'un point à l'autre de la ville de Marrakech. Au lieu de rester dans le souk où il avait ses habitudes, et dont les effectifs ont été réduits par les autorités locales pour éviter le surnombre des vendeurs, il mise sur sa mobilité pour sécuriser ses revenus.

« Le caïd nous avait barré l'accès au souk et nous avait ordonné de rester chez nous », se souvient Aziz. « Quand on lui a demandé de quoi allons-nous vivre, il nous a dit qu'il y avait des aides », relate-t-il. Avec deux enfants à charge, il n'est éligible qu'à 1000 dirhams de subventions, « ce qui ne couvre même pas l'alimentaire », s'indigne le maraîcher.

Il a alors fait appel à son cousin. Propriétaire du triporteur, il s'est retrouvé en chômage forcé suite au baisser de rideau d'un certain nombre d'activités (vente de mobilier, d'électroménager, etc.) pendant l'état d'urgence sanitaire. Ensemble,



Crédit : Yasmine Toumi

ils écument les quartiers aisés de la banlieue de Marrakech. Les commerces - quand ils existaient - ont fermé dans plusieurs d'entre eux, et les marchés les plus proches se trouvent à plusieurs kilomètres. « Il y a de la demande », accorde Aziz,

« mais on a aussi dû adapter notre offre. Ici, les gens ne veulent pas que patate-oignon-carotte-tomate. On nous demande de l'avocat, des champignons frais » qu'il tente tant bien que mal d'acheter au marché de gros quand il en trouve. Sinon, d'un « supermarché du centre-ville au prix conventionnel », et les revend un cran plus cher, « de quoi couvrir les frais de déplacement et avoir une marge de gain », explique le maraîcher. « Une toute petite marge », assure-t-il.

D'autres métiers mieux organisés, mais relevant néanmoins de l'informel, pâtissent de façon nettement plus tranchée des restrictions de la mobilité, en plus d'exposer celles et ceux qui les exercent à un risque accru de contagion. « Nous avons perdu deux des nôtres à cause du coronavirus », déplore Aziz, chauffeur de petit taxi affilié à la Confédération générale du travail (CGT). « Pour les autres [chauffeurs de taxi contaminés par le coronavirus], certains se sont rétablis, d'autres toujours hospitalisés », déclare-t-il. C'est que « malgré toutes les précautions, le port du masque, la désinfection des mains et du véhicule, le risque existe », dit le syndicaliste. « Nous sommes aux premières lignes, au contact permanent des gens ».

Le parc de petits taxis au Maroc totalise plus de 30.000 véhicules. Faute de chiffre actualisé sur le nombre de permis professionnels délivrés à ce jour, les données de 2011 faisaient état de 68.337 chauffeurs de taxi sur le territoire national. Employés d'un propriétaire d'agrément, les chauffeurs de taxi paient un loyer journalier qui varie entre 100 et 500 dirhams. Ils sont souvent deux à alterner entre shift matinal et shift nocturne, et vivent de revenus modestes. Le business des agréments, qui bénéficient bien plus souvent à des particuliers n'exerçant pas dans le secteur, a souvent été dénoncé comme l'une des principales niches de rente du pays.

La diminution drastique de la circulation consécutive à la proclamation de l'état d'urgence sanitaire a aggravé la précarité des chauffeurs de taxi. « La plupart sont en arrêt », indique Aziz, qui rappelle qu'ils « n'ont pas de revenus fixes. S'ils travaillent, ils gagnent leur vie, sinon ils n'ont rien ».

Selon notre interlocuteur, les aides destinées par l'Etat aux travailleur.e.s du secteur informel « n'ont pas bénéficié à nombre de chauffeurs ». Plusieurs d'entre eux « risquent de se retrouver dans la rue à défaut de payer leur loyer », affirme-t-il. « Les chauffeurs ont perdu espoir et confiance. Les aides n'ont pas été réparties de façon égalitaire, ils n'ont ni couverture santé, ni situation professionnelle stable », se désole notre interlocuteur, qui espère voir « l'Etat porter un peu plus d'attention à ce secteur, infesté par la rente. Il faut l'organiser. Il faut mettre fin au système des agréments de transport, et permettre aux chauffeurs d'avoir une vie digne de ce nom, une couverture santé ».



Crédit : Yassine Toumi

« Les aides ne suffiront pas à sauver les travailleurs de l'informel », constate, à l'évidence, Mehdi Alioua, sociologue et professeur assistant à Sciences Po Rabat. Un avis partagé par Soraya El Kahlaoui, qui considère que celles-ci « ont permis à beaucoup de Marocain.e.s de réaliser que les gens sont vraiment pauvres dans le pays ». « On a tendance à ne pas vouloir voir la réalité de la pauvreté au Maroc. Le fait que le montant des aides de l'Etat ait été communiqué publiquement a ouvert les yeux des Marocain.e.s sur le niveau de pauvreté » de leurs concitoyen.ne.s les plus précaires, pense Soraya El Kahlaoui.

Pour Mehdi Alioua, qui travaille sur l'économie informelle et les migrations, les travailleur.e.s de l'informel ont « avant tout besoin de circulation ». Dans ces conditions, « la distanciation sociale est un concept inepte. Dans une société comme la nôtre, l'économie est en grande partie tributaire de la multiplication des contacts sociaux. C'est une économie de réseau, d'interconnaissance, qui permet à tout un ensemble de gens de vivre, sinon de survivre pour les plus pauvres ».

Maillons d'une « économie de la circulation », les travailleur.e.s de l'informel qui remplissent des métiers fortement dépendants de la mobilité se retrouvent dans une situation où, « quand la circulation s'arrête, cette économie ne fonctionne plus. Elle mobilise un nombre incroyable de petits boulots directs ou indirects.

Quand on parle par exemple de la vente de fruits et de légumes, on ne pense pas souvent à tous ceux qui interviennent à différents niveaux: ceux qui transbordent la cargaison, ceux qui chargent et qui déchargent les camions, ceux qui acheminent vers des petits souks, ceux qui nettoient le souk, ceux qui organisent le souk, etc. », énumère Mehdi Alioua.

« On l'oublie souvent, mais une grande partie de l'économie marocaine n'est pas une économie moderne. Elle s'est juste complexifiée avec la modernité et s'est modernisée avec la mondialisation », fait-il remarquer, en rappelant les « origines ancestrales de cette économie, qui est la forme économique marocaine: de tout temps, les communautés ont été très engoncées, très encadrées socialement dans leur économie subsidiaire, et nouaient des contacts plus ou moins intenses avec d'autres communautés. Ça restait basé sur le déplacement: nous avons eu le nomadisme, le semi-nomadisme, le semi-pastoralisme, l'alimentation de marché, la traite transsaharienne, etc. ». Certaines communautés ont également développé un « commerce de fuite pour échapper aux impôts et aux razzias du Makhzen. Il fallait savoir comment passer entre les mailles du filet ».

Aujourd'hui, le pays s'est claquemuré, et les mobilités sont sévèrement restreintes. « Le monde entier est concerné. Mais les pays disposant d'une industrie plus ou moins développée, et des formes de production qui ne sont pas basées que sur la circulation, mais d'abord sur la production, s'en sortiront mieux », analyse-t-il.

Pour peu que les aides mises en place par l'Etat bénéficient à un large pan de ménages touchés, « dans la forme actuelle de l'économie marocaine, je ne vois pas comment l'Etat pourrait continuer de donner une pension - qui d'ailleurs est très faible et très basse - à autant de gens », pense Mehdi Alioua. Ainsi, « tant que la vie ne reprendra pas son cours normal, il n'y a pas de solution. La solution est impossible: elle concerne un trop grand nombre de gens. L'informel est un secteur énorme ».

Le sociologue, qui dit porter un regard pragmatique sur la question, considère que faute de « réinventer l'économie marocaine, dont l'informel est le noyau », il est préconisé de « remettre de la circulation », tout en profitant de l'opportunité actuelle pour « repenser la place de cette économie et la situation de celles et ceux qui y travaillent ». Pour toute une catégorie de métiers, « il est difficile - et pas toujours souhaitable - de mettre de la régulation administrative et étatique. Ce n'est pas un point de vue néolibéral, tout au contraire: plutôt une vision pragmatique. Il y a un ensemble de petits jobs et de petits commerces qui seront très difficilement intégrables, et pour lesquels il faut trouver des solutions intermédiaires. Malgré la réflexion sur le sujet, ainsi que plusieurs petits projets, jamais l'Etat n'a réussi, à grande échelle, à trouver des solutions pour les intégrer, pour mieux les relier au système de protection sociale et pour leur permettre d'avoir une meilleure existence », pense-t-il.

Pour sa part, Soraya El Kahlaoui espère voir la société civile « remanier ses priorités. On a vu que la lutte pour la pauvreté était, depuis le début de son règne, le créneau de Mohammed VI. Ce domaine d'action a donc été absorbé par l'Etat et en partie délaissé par la société civile, qui est restée focalisée sur la question des libertés publiques au détriment de la question sociale ».

CONFINEMENT FORCÉ

Encore plus difficile est la vie quand on est migrant.e. A Marrakech, Kris* (le prénom a été changé), qui vivait de « ventes », traverse une interminable morte-saison. Ressortissant d'un pays anglophone d'Afrique, il travaillait il y a quelques mois dans un call-center; la maîtrise de l'anglais étant un avantage rare, les opportunités professionnelles ne manquaient pas, et les salaires annoncés « *plutôt corrects* » selon ses dires. Seulement, travaillant sans papiers, il n'était pas toujours payé dans les délais, et ne recevait que rarement son salaire entier. Un jour, « *suite à un pépin, j'ai eu un retard d'une heure après la pause déjeuner. J'ai été viré pour abandon de poste* », se souvient-il. Après cet incident, il a décidé de travailler à son compte.

Dans son secteur d'activité, la concurrence est rude et sans pitié, et les risques nombreux. « *Il faut toujours être sur ses gardes, et il faut toujours faire attention pour ne pas se faire arnaquer par un client ou arrêter par la police* », dépeint-il. Et il faut, surtout, être mobile.

L'interruption des déplacements non-justifiés en dehors des périmètres des arrondissements le prive de ressources. « *Je ne peux plus bouger depuis quelques temps, et c'est difficile pour moi* », se plaint-il. Il loue un appartement avec plusieurs autres ressortissants d'Afrique subsaharienne, et a de quoi vivre et payer un mois de loyer, mais « *ça s'arrête là* », affirme Guillaume. Même pour des sorties d'habitude ordinaires, « *j'évite pour ne pas être arrêté* », dit-il. Ne disposant pas d'un titre de résidence, il est de fait privé du document de sortie exceptionnelle accordé par les autorités locales. Sa phobie est d'être interpellé par les autorités, puis déplacé d'une ville à l'autre. « *C'est déjà arrivé à un ami* », atteste Guillaume.

D'autres migrant.e.s ont vécu cette infortune. Si les sans-abris nationaux ont eu droit à un hébergement plus ou moins décent, les migrant.e.s sans domicile fixe sont ballottés d'une ville à l'autre, sinon parqués dans des abris surchargés. Depuis le début de l'état d'urgence sanitaire, plusieurs d'entre eux « *ont été déplacés vers le sud par les autorités* », révèle Sara Soujar, chargée des droits des étrangers au sein du Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM). A Nador, près de 200 migrants sans-abri ont été stationnés dans un centre de rétention, « *un lieu fermé ne respectant pas les conditions d'hygiène* », se désole Sara Soujar. Les femmes et les enfants sont en revanche déplacés vers Casablanca et Rabat.

L'enfermement des migrant.e.s sans abri dans des foyers surchargés crée des tensions. Début mai à Laâyoune, une émeute a éclaté dans un centre d'hébergement de migrant.e.s. Selon un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), « *78 personnes ont échangé des violences avec des ustensiles de cuisine avant de prendre d'assaut la porte extérieure du centre d'hébergement dans une tentative de violer les procédures de confinement sanitaire* ». Des balles en caoutchouc ont été tirées par les forces de l'ordre, blessant un migrant.

Outre les déplacements organisés par les autorités, des migrant.e.s ont également été expulsé.e.s de leurs domiciles. « *Faute de payer leur loyer, ils ont été chassé.e.s de chez eux par des propriétaires, sans respecter la procédure en vigueur et de façon tout à fait illégale* », dévoile Sara Soujar. « *Les propriétaires voulaient juste se débarrasser d'eux, et ils ont trouvé un prétexte* », regrette-t-elle.

Plus généralement, les migrant.e.s qui dépendaient du dehors se retrouvent en situation de grande précarité. « *La plupart des migrant.e.s gagnent leur argent dans l'informel, ou à travers la mendicité. Avec le confinement, ils se retrouvent sans revenus* », indique notre interlocutrice. Celles et ceux qui ne disposent pas d'un titre de séjour ont été privé.e.s de l'autorisation de sortie délivrée par les autorités locales. « *Ça pose problème. S'ils sortent, ils peuvent être arrêté.e.s, et s'ils ne sortent pas, ils n'auront de quoi manger* », déplore Sara Soujar.

Les migrant.e.s sans papiers sont de facto privé.e.s d'aides de l'Etat. Alors, ils vivent des paniers d'aides distribués par des associations, mais celles-ci « *ne peuvent plus répondre à toute la demande, qui est énorme* », s'alarme notre interlocutrice. « *Les associations qui travaillent sur la question migratoire ont de très faibles ressources, très limitées par rapport au besoin* », dévoile-t-elle. « *C'est le cas partout au Maroc* ».

« *Il n'y a pas eu un mot du gouvernement vis-à-vis des migrant.e.s* », s'étonne Mehdi Alioua, alors que



Crédit : Yassine Toumi

la plupart d'entre eux vivent différents « degrés d'urgence humanitaire », dit-il.

Trois catégories de migrant.e.s sont les plus touchées par l'état d'urgence sanitaire. « Il y a ceux qui viennent d'arriver, ou qui sont arrivés il y a moins d'un an. Ils se trouvent en général au nord du pays mais peuvent être ailleurs, au sud. Ils se sont massés aux frontières et espéraient passer le plus vite possible en Europe. Ils n'ont rien, et ils n'ont pas fait le choix de pouvoir s'intégrer, donc ils ont très peu de relations avec les Marocains. Ils vivent essentiellement en petits groupes dans les forêts autour de Nador ou de Tanger. Avec le temps, ils finissent par se diffuser dans les villes car la survie aux frontières est très dure, sans parler du fait qu'ils sont souvent déplacés de force par les autorités », explique-t-il.

« Cette population est la plus en urgence », prévient Mehdi Alioua, « car dès le début du confinement, ils n'avaient plus rien à manger, et ne vivaient pratiquement que de charité. Cette catégorie est un peu hors-sol au Maroc, car il n'est pour eux qu'un espace de transit ».

La deuxième catégorie la plus en urgence « est issue de la première, mais avec le temps, elle a fini par trouver des moyens d'installation plus durables. C'est une population qui est beaucoup plus présente dans les villes. Ils sont en urgence parce qu'ils ne sont pas là depuis si longtemps que ça, parfois quelques années, mais leur intégration n'est pas facile. Ils exercent surtout des petits jobs dans l'informel, vivent de bric et de broc, parfois de mendicité, aussi. Ils sont dans l'urgence parce qu'ils ont très peu de revenus, et deux mois de confinement c'est trop long pour eux », développe le sociologue.

Si cette catégorie de migrant.e.s est déjà engagée dans un « parcours d'intégration classique, c'est avec toutes les difficultés liées au racisme anti-noirs au Maroc, et les difficultés des petits jobs. Certains d'entre eux n'ont jamais vraiment abandonné leur idée d'Europe. Certains prolongent leur séjour ici avec l'idée de pouvoir repartir ».

Les deux premières catégories sont composées de migrant.e.s sans papiers. La troisième, elle, est celle des « migrant.e.s qui sont là depuis beaucoup plus longtemps. La plupart ont été régularisé.e.s pendant les campagnes de 2014 et de 2016. Pour être régularisé.e, il fallait justifier de deux ans de travail continu, ou de cinq ans de résidence continue au Maroc. Certain.e.s sont là depuis dix ans. Ce sont des gens qui ont pu négocier leur présence ici, même si, pour la majorité, ils sont arrivés dans les années 2000 pour passer en Europe mais ont choisi de rester », expose Mehdi Alioua.

Cette troisième catégorie est celle qui a relativement « le mieux vécu le premier mois de confinement, mais rester plus d'un mois confiné.e.s, ce n'est pas possible. Ils partagent des caractéristiques avec les Marocain.e.s des catégories précaires. Il y en a qui ont le RAMEL, certains ont même la CNSS, mais ils ont beaucoup de mal à avoir accès aux aides de l'Etat », relate-t-il. Car, quand bien même seraient-ils en situation régulière, « beaucoup ont vu leurs papiers expirer, vu que les campagnes de régularisation se sont tenues entre mars et juin [2014 et 2016], et ont périmé durant cette période en 2020 ».

« Ce sont donc les trois catégories de migrant.e.s les plus vulnérables, avec des degrés de vulnérabilité liés au degré d'intégration », dit le sociologue.

Mehdi Alioua, ainsi que le GADEM, plaident pour un moratoire sur la loi n°02-03 relative à l'entrée et du séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'émigration et l'immigration irrégulières. « D'une certaine manière, l'Etat doit considérer toute personne étrangère sur son sol comme automatiquement en situation régulière, au moins durant l'état d'urgence sanitaire. Il s'agit donc de ne plus demander leur titre de séjour, mais n'importe quelle pièce d'identité », recommande-t-il, surtout que « beaucoup de moqaddems n'ont pas voulu délivrer des autorisations de sortie, même à des gens en situation régulière, mais dont les papiers ont expiré », et « des banques et ainsi que des entreprises de transfert d'argent ont refusé d'accomplir des

opérations au profit de migrants dont les papiers n'étaient pas en règle ».

Il milite également pour leur éligibilité aux aides de l'État. *« La situation est telle que des gens ne mangent qu'un à deux repas tous les trois jours. La faim les assaille. C'est dramatique »,* avertit-il. *« Tout se passe comme si on avait régularisé des gens pour les abandonner ensuite. Ils se sentent oublié.e.s et laissé.e.s pour compte »,* dénonce le sociologue, pour qui la priorité est de *« sauver les gens de la faim. J'estime le nombre de personnes en urgence humanitaire à près de 20.000. Donner 800 dirhams à 20.000 personnes, ce n'est pas ça qui fera basculer les équilibres du fonds [spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus] ».*

« La vulnérabilité est valable pour tout le monde, étrangers comme nationaux », dit Mountaga Diop, coordinateur du projet auprès du croissant rouge marocain et président de l'association interculturelle Kirikou, qui administre une crèche à Rabat. En revanche, la situation des migrant.e.s

qui dépendent du dehors et *« qui avaient l'habitude de sortir gagner leur vie, est devenue plus difficile »,* observe-t-il.

Pour les aider à passer le cap, l'association Kirikou distribue des paniers alimentaires au profit des plus précaires. *« Les témoignages qui nous reviennent de la part de bénéficiaires disent qu'il y a beaucoup de solidarité de la part des familles marocaines dans les quartiers populaires »,* relève Mountaga Diop. Il note également que s'il y a *« des bailleurs réticents qui continuent de demander leur loyer, d'autres sont exemplaires. Ils acceptent de ne pas mettre de pression aux locataires et d'attendre la fin du confinement ».* *« Il y a plus de solidarité entre Marocain.e.s et migrant.e.s qu'auparavant. Le Covid a ressuscité le civisme et la solidarité »,* se réjouit-il.

Quand la pandémie prendra fin, il espère voir perdurer les tendances positives qui ont émergé au cours de l'état d'urgence sanitaire. *« Nous devons pérenniser ce vivre-ensemble et cette solidarité »,* souhaite Mountaga Diop.

VIOLENCES INVISIBLES

L'enfermement peut rapidement se transformer en une expérience étouffante et oppressante; il l'est davantage quand on est cadennassée avec son tourmenteur. Depuis la proclamation de l'état d'urgence sanitaire, le champ associatif s'inquiète de la montée des violences conjugales et familiales; le contexte domestique est un lieu de violences par excellence, avec une prévalence de 52%, pour près 6,1 millions de femmes touchées, selon l'enquête nationale de 2019 sur la violence à l'encontre des femmes du Haut-commissariat au plan (HCP).

« Dans les ménages présentant des problèmes de violence familiale, lorsque les stratégies d'isolement ou de quarantaine sont employées, le risque de violence de ce type a tendance à augmenter, tout comme l'exploitation sexuelle. Le COVID-19 sera probablement à l'origine de tendances similaires, comme l'a démontré l'expérience des épidémies d'Ebola et de Zika en révélant une augmentation des taux de violence domestique », s'inquiète ONU Femmes dans une note sur l'impact de l'épidémie sur les femmes et les filles au Maroc. L'organisme onusien cite des premières données en provenance de Chine, qui « suggèrent que l'épidémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur les taux de violence domestique, multipliant par trois le nombre de cas signalés à la police locale en février 2020 par rapport à la même période l'année précédente ».

Soustraites de l'espace public et cantonnées au strict cadre domestique, les violences contre les femmes deviennent plus diffuses et plus difficiles à constater. « En confinement, les femmes victimes de violences se retrouvent avec leurs agresseurs de façon plus permanente, et c'est la raison principale derrière l'augmentation de ces violences, qui sont alimentées par la précarité et les tensions liées au stress économique et sanitaire qui se sont rajoutés au sein des foyers en cette période », dit Aïcha Del-lero,

du collectif Masaktach. Elle rappelle que les femmes victimes de violences ont, durant le confinement, « moins accès à la voie publique ou aux foyers de leurs proches, vu que la circulation dehors se fait sur la base d'attestations légalisées, qui sont généralement détenues par les hommes », en tant que chefs de familles. Les femmes sont donc « plus fragilisées, compte tenu de tous les types de violences qu'elles doivent endurer durant le confinement. Elles ont également moins de recul sur la réalité dans laquelle elles vivent, sans compter le risque élevé lié à une éventuelle tentative d'appel à un centre d'écoute ou à un numéro réservé aux femmes dans leur situation », alerte-t-elle.

S'il évoque une baisse du flux des plaintes pour violences contre les femmes à un niveau dix fois inférieur à la moyenne mensuelle, le ministère public marocain n'en appelle pas moins les parquets à la vigilance. Des numéros verts, des services d'écoute et des voies de recours ont été mis en place et ont été compilés par ONU Femmes. L'Union nationale des femmes du Maroc (UNFM) a lancé, en janvier dernier, la campagne Kolonamaak ("Nous sommes tou.te.s avec toi"), opérationnelle durant le confinement. Elle s'appuie sur un réseau national d'écoute, d'accompagnement psychologique et de recours judiciaire dans les douze régions du royaume, en partenariat avec des psychologues, des accompagnant.e.s sociales, le ministère public, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et la gendarmerie royale. D'autres associations de défense des droits des femmes ont pris des mesures similaires, comme la Fédération des ligues des droits des femmes (FLDF), l'Union de l'action féministe (UAF), ou encore l'Association marocaine de lutte contre les violences à l'égard des femmes (AMVEF), qui ont dédié des numéros à l'accompagnement, à l'orientation et au soutien des femmes victimes de violences durant l'état d'urgence sanitaire.

« L'augmentation du risque de violences a été remarquée dans plusieurs pays qui ont la capacité de recenser ce phénomène. Au Maroc, nous ne sommes pas encore en mesure de produire des chiffres qui prouvent cette augmentation, et nous ne pouvons pas nous fier aux chiffres relatifs au nombre de plaintes reçues », estime Aïcha Del-Iero.

Il y a quelques semaines, le collectif #Masaktach avait lancé une plateforme destinée à enregistrer les témoignages des femmes victimes de violences durant l'état d'urgence sanitaire. Alors que des campagnes précédentes, portant notamment sur les agressions sexuelles, avaient libéré la parole des victimes et avaient recueilli plusieurs témoignages, celle-ci « n'a à ce jour reçu aucun », atteste notre interlocutrice. « Est-ce que cela viendrait prouver que les femmes en confinement n'ont pas de faits de violences à relater en période de confinement ? Une telle conclusion serait simpliste de notre part, et nous demandons à ce que les citoyen.ne.s, la société civile, ainsi que l'État adoptent le même état d'esprit

critique face à cette situation qui ne l'est pas moins ».

Faute de chiffres ou de données fiables, restent des perceptions liées, ou pas, au vécu personnel. Selon un sondage lancé sur Twitter par le collectif #Masaktach, 70% des répondant.e.s pensent que les violences faites aux femmes ont augmenté durant le confinement, plus de 46% pensent que le confinement n'a pas permis de partage des tâches ménagères entre les femmes et les hommes, et 45% pensent que le confinement n'a pas permis de partage de la responsabilité liée aux enfants entre les femmes et les hommes. Plus de 84% pensent que le sujet des violences faites aux femmes reste une priorité pendant la crise sanitaire, mais moins de 58% considèrent qu'il faudrait une déclinaison par genre dans le suivi et le contrôle des chiffres liés au COVID-19.

« Je tiens tout d'abord à rappeler que le sondage est toujours en cours. Nous restons dans l'attente des chiffres finaux pour émettre des conclusions »,



dit Aïcha Del-Iero, mais il est « toujours surprenant d'apprécier la réponse des internautes par rapport à ce sujet. Nous avons tendance à croire qu'une plateforme telle que Twitter attire des personnes qui ont les mêmes intérêts, les mêmes valeurs, et parfois, cela nous pousse à croire que nous nous retrouverons avec une homogénéité dans les réponses ». Elle évoque l'exemple de la priorisation du sujet des violences faites aux femmes durant le confinement. « C'est le chiffre qui m'a personnellement le plus surpris », dit-elle. « Je croyais que la réponse à cette question allait tellement faire l'unanimité qu'il n'était pas pertinent de la poser - à tort ».

Pour l'activiste féministe, bien que toujours en cours, le sondage « nous montre déjà que même dans les niches les plus «homogènes», il y a beaucoup de désaccord sur des sujets fondamentaux comme les droits des femmes ». Et « avoir des réponses aussi diverses permettra d'atteindre au moins un des objectifs de ce sondage, qui est la mise en lumière des mesures nécessaires à mettre en place par la société civile et par l'Etat en termes de sensibilisation et de prévention des violences faites aux femmes », espère-t-elle.

« L'Etat devrait «profiter» de cette période de crise pour entamer l'intégration de la sensibilité au genre dans toutes les mesures qu'il entreprend », estime Aïcha Del-Iero, car « nous ne pouvons prétendre demander

à l'Etat une réponse adaptée à la population féminine en ces temps de crise sanitaire, si les chiffres et les données qui sont suivis ne sont même pas sensibles au genre ».

Quant à la lutte contre les violences contre les femmes, le collectif #Masaktach recommande « la mise en place de mesures de sensibilisation, de prévention, et de sanctions beaucoup plus poussées en matière de violences faites aux femmes ». Un préalable serait le lancement d'une « réflexion sur la définition que nous donnons au terme «violence». Il est vrai que lorsqu'on parle du sujet des violences faites aux femmes, nous pensons toujours, à raison, aux violences physiques que les femmes subissent de leurs conjoints, ou de leurs proches. Les questions posées dans le cadre du sondage aspirent à pousser la réflexion plus loin, afin de permettre la considération d'autres types de violences, tels que le harcèlement moral et la charge mentale qui découlent des responsabilités que les femmes se retrouvent à assumer en permanence durant le confinement, dans la majeure partie du temps, sans reconnaissance », dit Aïcha Del-Iero.

« C'est l'occasion d'établir une collaboration plus étroite avec la société civile, et de gagner la confiance de la population, notamment féminine, pour une gestion efficace de la crise sanitaire », souhaite-t-elle.



CONCLUSION

La prolongation du confinement de vingt jours supplémentaires ne devrait pas améliorer le quotidien des catégories affectées par l'état d'urgence sanitaire. Celles et ceux qui se retrouvent immobilisés resteront privé.e.s de circulation, donc sans source de revenus; celles et ceux dehors continueront de remplir leurs tâches dans les mêmes conditions et exposé.e.s aux mêmes risques. Ainsi est-il de celles qui subissent des violences multiples et diversiformes dans le secret des domiciles.

Les vulnérabilités, quand bien même elles ne seraient pas entièrement déterminées par celui-ci, sont intimement liées au contexte (sanitaire, politique, économique et social). Avec la dégradation de la situation socio-économique et la pression que subissent les plus défavorisé.e.s, le déclin de l'attention publique portée à des problématiques déjà existantes (violences contre les femmes, racisme, etc.) et les nouvelles exigences dictées par les mesures de distanciation, les vulnérabilités connaissent une aggravation prédictible. Dans certains cas, elles s'imbriquent et se combinent, et produisent des effets conjugués.

Sans mesures expressément destinées à ces catégories sociales, et sans ciblage tenant compte de leur(s) vulnérabilité(s), ces catégories n'auront que leur résilience et leurs ressources individuelles ou collectives pour tenter de dépasser, ou à tout le moins survivre, à la pandémie et à la nouvelle situation à laquelle elle les confronte.



À propos de l'étude

Auteurs: Reda Zaireg

Editeur: Heinrich-Böll-Stiftung RABAT - Maroc

Coordination: Loubna El Yousfi

Date de Publication: Mai 2020

Conception et Impression: GraphoPub

Copyright photo: Yassine Toumi



Publié par la Heinrich-Böll-Stiftung RABAT- Maroc, 2020.

Vous êtes autorisé à partager, distribuer et communiquer ce matériel par tous les moyens et sous tous formats, selon les conditions suivantes : Attribution - Vous devez créditer l'œuvre, intégrer un lien et indiquer si des modifications ont été effectuées ; Pas d'utilisation commerciale - Vous n'êtes pas autorisé à vendre tout ou une partie du matériel composant cette œuvre ; Pas de modifications - dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'œuvre modifiée.

La Fondation Heinrich Böll Rabat - Maroc ne peut être tenue pour responsable de l'usage de ce document par de tierces parties.



Heinrich Boll Stiftung Rabat - Maroc

The Green Political Foundation

17 Rue Tiddas, 10010 Rabat, Maroc

05 37 20 20 93/94 ma-info@ma.boell.org ma.boell.org